

31. mort à l'arrivée

Mort à l'arrivée

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Qu'est-ce qui a fait faillite en 1933? Une société commerciale gérée de façon trompeuse comme «les États-Unis d'Amérique, incorporée», par le sous-traitant de la Municipal Corporation situé dans le district de Columbia. Ce sous-traitant de société commerciale en faillite n'avait aucun lien réel avec notre gouvernement américain. C'était un sous-traitant d'un sous-traitant.

La solvabilité ou la faillite d'une entité constituée à l'étranger nous est largement indifférente, mais ses dettes ont été imputées au peuple américain et notre intérêt prééminent en tant que créancier prioritaire n'était pas représenté à la procédure de faillite. 115 autres créanciers ont été informés, mais pas le créancier ayant la position de créancier préférentiel.

Cet échec de la procédure régulière en cas de violation de la confiance rend l'ensemble de la procédure nul et non avenue et rouvre l'homologation et la faillite conjointes.

Des procédures similaires en 1907 concernant l'homologation et la faillite de la Scottish Commercial Corporation faisant des affaires sous le nom de "The United States of America, Incorporated" sont également invalidées, de même que toutes les autres actions d'homologation et de faillite également mal administrées et non divulguées depuis lors.

Dans tous les cas, le gouvernement américain actuel a été exclu des considérations, et le peuple américain était supposé être les directeurs responsables des dettes du failli, alors qu'en fait le failli n'était pas affrété sous notre autorité et n'était pas de notre responsabilité et n'était même pas notre sous-traitant direct.

L'or et l'argent et les terres que la Réserve fédérale nous doit sont dus et payables, majorés des intérêts.

La même Corporation municipale hébergée dans le district de Columbia et opérant en tant que gouvernement d'une cité-État internationale indépendante non autorisée s'accroupissant sur nos côtes en violation de nos permis d'utilisation a été une source constante de conflits, de violence, d'évasion des limitations contractuelles et d'évitement. des fonctions contractuelles.

Nous avons déjà noté que le "pouvoir plénier" lié au gouvernement de la ville de Washington, DC, est un pouvoir plénier exclusif accordé dans un seul but - fournir un lieu de rencontre neutre pour le Capitole fédéral. Aucun autre pouvoir plénier ou autre ne peut être créé ou assumé, et nous devons observer que la Corporation municipale a manqué à son seul devoir imposé par les pouvoirs pléniers --- Washington, DC n'est pas un Capitole fédéral neutre et ne l'a pas été depuis 1933.

Franklin Delano Roosevelt a transgressé à la fois contre le contrat autorisant le pouvoir plénier associé au gouvernement de la ville et a empiété sur nous, le gouvernement américain, lorsqu'il a agi en fraude pour mettre en place le gouvernement indépendant et international de la cité-État qui serait le gouvernement de la Municipal Corporation.

Il a également empiété sur nous lorsqu'il a revendiqué des "pouvoirs de guerre" pour cette cité-État non autorisée et frauduleusement construite et a déclaré la "guerre" contre les citoyens américains - c'est-à-dire le sous-traitant de district géré par la Couronne britannique et ses alliés. Cela a rouvert un conflit mercenaire illégal sur nos côtes parmi nos employés fédéraux.

Voir le dossier public, 9 mars 1933. Roosevelt a appelé à l'adoption de la "War Powers Act" illégale et illégale ---- 12 USC Section 95 (a) et 95 (b) par le Congrès municipal. Cet "acte" a déclaré que tous les citoyens des États-Unis étaient l'ennemi du gouvernement des États-Unis (Corporation) et a placé le gouvernement municipal sous la règle d'urgence permanente --- des pouvoirs supplémentaires ne lui ont jamais été garantis.

Ces actes illégaux, illégaux et immoraux: (1) organisation d'une cité-État internationale indépendante opérant en violation de nos permis d'utilisation des terres; (2) faire semblant d'avoir des pouvoirs pléniers dépassant les limites de la ville de Washington, DC; (3) engendrer un "état de guerre" permanent" avec nos autres sous-traitants et vendeurs comme moyen de promouvoir les crimes de guerre et les crimes de personnage contre notre grand public; (4) défaut de maintenir Washington, DC, en tant que Capitole fédéral neutre --- ne sont qu'une partie du déchaînement de trahison commis par l'administration Roosevelt qui a également favorisé la vente de citoyens municipaux et la traite des êtres humains via le processus de certification des naissances sept ans après l'abolition de l'esclavage dans le monde et 168 ans après il a été interdit dans ce pays.

Ces crimes de guerre commis par la Corporation municipale sans loi exploitant le gouvernement de la ville à des fins non contractuelles et criminelles contre ses propres citoyens, contre nos autres sous-traitants, et contre la lettre et l'esprit de nos traités et contrats de service (Constitutions) devaient être exécutés dans des conditions de secret, de non-divulcation, d'obscurcissement délibéré et de tromperie équivalant à une fraude volontaire, et ils l'ont été.

Pour ces actes illégaux, hostiles et trahison, nous souhaitons une indemnisation abondante et substantielle, y compris, mais sans s'y limiter, la liquidation complète et / ou la déchéance du contrôle des deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, afin que nous, le gouvernement national, peut mettre un terme à ces activités illégales et immorales sur nos côtes et mettre fin à toute présomption de conflit mercenaire illégal persistant entre nos employés fédéraux.

Revenons maintenant à nos programmes de personnage qui ont été promus pour permettre que des crimes de guerre soient commis contre des Américains moyens non citoyens.

Il existe, comme nous l'avons montré, deux (2) de ces programmes de personnage, un chacun promu par les deux sociétés municipales concernées.

La première fraude et le personnage sont commis par le sous-traitant anglo-territorial, qui s'accroche aux bébés américains à leur naissance.

Un médecin est le plus souvent présent, et tous les médecins agréés sont des agents étrangers non déclarés enrôlés sous le titre du Code fédéral XXXVII en tant que «officiers en uniforme». Fonctionnant à ce titre non divulgué, ces hommes et ces femmes, ou leurs employés, présentent des documents d'enregistrement également non divulgués, qui sont présentés comme des documents de routine --- et non comme des documents qui modifient la vie et modifient le statut politique exigeant une éducation en droit à lire.

Agissant dans ces conditions de non-divulgateur, les mères sont déformées en tant que mères célibataires ou informatrices signalant un crime. Quoi qu'il en soit, les mères ne sont pas identifiées sur cette paperasse comme mères de famille et sont plutôt déformées comme mères célibataires désirant abandonner le bébé, ou comme de simples informateurs qui ont "trouvé" le bébé sur le champ de bataille caché et remettent le bébé à l'armée. les autorités.

En utilisant cette ruse complexe et non divulguée, les auteurs obtiennent l'enregistrement d'une «personne» territoriale britannique ayant le même nom donné que la victime américaine. Cela fraude le bébé des protections des Constitutions et convertit illégalement leur statut politique à celui d'un citoyen territorial britannique, comme s'ils étaient nés à Porto Rico.

Sept ans plus tard, l'enregistrement est tiré par les banques de la Réserve fédérale pour être utilisé comme un «actif collatéral non réclamé» et la personne territoriale britannique est déclarée légalement morte et intestat. Cela donne ensuite aux tribunaux administratifs municipaux et militaires de district la mise en place nécessaire pour saisir les Américains fraudés --- et leurs biens immobiliers.

Veuillez noter que dans la hiérarchie de la British Crown Corporation, tout le personnel juridique surclasse les citoyens en général et tout le personnel médical surclasse le personnel juridique ainsi que les citoyens en général, de sorte que les enregistrements fournis par un médecin affirmant le statut politique d'un bébé ne peuvent pas être remis en question: ce sont des ordres d'un officier supérieur.

Il n'est donc pas bon pour un membre du grand public qui se trouve avoir le même nom donné, de remettre en question la mise en place ou les accusations, et ce n'est pas bon pour un avocat engagé par la victime de remettre en question cette criminalité non plus. Les avocats sont déjà dépassés avant d'entrer dans la salle d'audience, tandis que le médecin, non formé au langage juridique et aux implications de sa signature sur les documents d'enregistrement des naissances, est impuissant à guérir une erreur qu'il ne sait littéralement pas qu'il a commise.

La Mère est laissée dans un état de méconnaissance similaire et le bébé, victime de ce schéma de conversion illégal, est trop jeune pour avoir un souvenir de ces problèmes.

Le Public Trust qui en résulte est administré comme si la personne territoriale britannique "morte" était décédée et avait laissé tous ses biens matériels au profit du public --- dans ce cas, le "public" fourni par les citoyens du sous-traitant municipal britannique, et non le grand public de l'État américain auquel les bébés appartiennent naturellement.

Cette fiducie publique non divulguée s'accroche à tous les biens d'intérêt public --- les routes et les bâtiments publics et les terres publiques et autres biens publics et ressources naturelles auxquels le bébé s'intéresse.

Nous avons examiné l'escroquerie «bébé» morte beaucoup plus ancienne dans laquelle l'autre sous-traitant municipal géré par la ville reçoit le matériel après la naissance et le traite comme un être vivant et présume l'existence d'un «frère décédé à la naissance» ou peu de temps après. Ceci est ensuite utilisé pour créer une succession de défunts intestat pour les nourrissons à administrer directement en tant que fiducie privée qui s'accroche à tous les biens privés de la victime.

Jusqu'en 2015, toutes les fiducies municipales privées qui en ont résulté ont été construites comme des ESTATES d'homme mort organisées sous le nom de Cestui Que Vie Trusts et toutes les dettes dont la victime impuissante a été accusée, ont dû être remboursées comme hypothèques contre lui, son travail, sa maison, son terrain, ses biens personnels en somme totale.

En 2015, Barack Obama opérant en tant que président des États-Unis (Inc.) Administrait une autre faillite bidon, et il a changé ce récit --- tous les Cestui Que Vie ESTATES étaient considérés comme des "CITOYENS américains" et donc, il a redéfini ces US CITOYENS pour être des franchises d'une Puerto Rican Electrical Corporation en faillite, à la place. Autrement dit, les tribunaux devaient s'adresser à différents CITOYENS américains --- sociétés franchisées qui étaient plutôt exploitées en tant que services publics de transmission en vertu de la loi portoricaine.

L'ensemble de la «notice» donnée au grand public a entraîné un changement dans la façon dont le nom donné a été déformé; au lieu d'ELLIOT SPENCER WALCOTT, le bouc émissaire polyvalent a été changé en ELLIOT S WALCOTT.

Au lieu d'administrer un faux Cestui Que Vie TRUST, tous les avocats sont occupés à s'acquitter des dettes d'une Puerto Rico Electrical Corporation en faillite contre les victimes américaines de toute cette fraude.

Nous souhaitons mettre fin à toutes ces pratiques intéressées de fraude constructive, y compris, mais sans s'y limiter, le renversement des enregistrements non divulgués obtenus dans des conditions de tromperie et de non-divulgaration.

Nous souhaitons la cessation immédiate de toutes les poursuites engagées en vertu de ces présomptions juridiques ou de présomptions juridiques similaires.

Nous souhaitons la compréhension mondiale que tous ces "personnes" sont mortes et sont mortes depuis le début, n'ont pas de pouls et aucune prétention valable contre les vivants --- pas

maintenant et à aucun moment dans le passé.

Nos noms donnés sont un bien privé qui nous appartient en tant que cadeaux et fonctionne à la fois comme un droit d'auteur privé dû à nos parents et comme une marque de commerce des États-Unis d'Amérique --- notre Fédération des États.

Nous constatons que la British Crown Corporation et sa Municipal Corporation hébergées dans le district de Columbia et à Porto Rico ont non consensuellement protégé nos noms en tant que produits leur appartenant, sur la base de tous les mêmes mensonges et activités illégales et tromperies intéressées décrites ici, et ils ont qualifié à la fois les sociétés mères et la société municipale gérée par la Couronne britannique en tant que syndicats du crime engagés dans la conversion illégale et la traite des êtres humains, le personnage, le vol d'identité et les poursuites illégales.

Nous souhaitons que la British Crown Corporation et toutes ses franchises Municipal Corporation, y compris la District of Columbia Corporation et toutes les variantes de United States, Inc. ou United States of America, Inc., franchises et dérivés, être confisqué avec tous les droits d'auteur illégaux et non consensuels placés sur les noms donnés des personnes dans les pays touchés par cet horrible stratagème de fraude - et tous sont retournés à l'administration du gouvernement national de chaque pays.

Nous constatons que le sous-traitant municipal géré par la ville a également été engagé dans la traite des êtres humains illégale, illégale et immorale et des activités conspiratrices téméraires pour se soustraire à ses fonctions contractuelles et dénaturer trompeusement ses employeurs en tant que membre de ses propres citoyens.

Nous souhaitons la conformité, la justice, l'indemnisation et des mesures correctives rapides.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

22 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 22:41:29 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:13:41 by Bryan